

Bulletin d'histoire politique

Jacques Parizeau, La souveraineté du Québec. Hier, aujourd'hui et demain, Montréal, Michel Brûlé, 2009, 256 p.

Jean-François Payette

B
H
P

Volume 19, Number 1, Fall 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056031ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056031ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Payette, J.-F. (2010). Review of [Jacques Parizeau, La souveraineté du Québec. Hier, aujourd'hui et demain, Montréal, Michel Brûlé, 2009, 256 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 19(1), 239–244. <https://doi.org/10.7202/1056031ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Jacques Parizeau, *La souveraineté du Québec. Hier, aujourd'hui et demain*, Montréal, Michel Brûlé, 2009, 256 p.

JEAN-FRANÇOIS PAYETTE
Université du Québec à Montréal

Sitôt sorti des presses de l'éditeur Michel Brûlé, le livre *La souveraineté du Québec. Hier, aujourd'hui et demain* est devenu un succès en librairie. Et avec raison. Quelques semaines seulement après sa sortie officielle, le 16 novembre dernier, la petite étiquette rouge accolée par l'éditeur sur la couverture du livre indiquait déjà « 25 000 exemplaires vendus », comme quoi l'idée de pays du Québec est toujours au cœur des préoccupations de cette société francophone d'Amérique du Nord et que son auteur, ce très grand homme d'État, continue de fasciner plus que quiconque la société québécoise : Jacques Parizeau, qui d'autre ! Et pour cause... Depuis ce fameux jour d'octobre de 1967, où il partit de Montréal fédéraliste pour aller assister à une conférence à Banff sur « le sempiternel problème du fédéralisme » canadien, il descendit du train qui l'y emmenait souverainiste. Dès lors, il a consacré sa vie à cette cause, a toujours vertement lutté pour ce pays, sans jamais fléchir. Après avoir été général des troupes souverainistes, après « l'échec » controversé, et c'est le moins que l'on puisse dire, du référendum de 1995, c'est en tant que simple soldat qu'il continue la lutte pour l'indépendance de ce peuple, toujours intègre, fidèle et prêt à intervenir pour cet idéal... même à l'aube de ses quatre-vingts ans.

C'est dans cette socio-genèse que ce livre, qui a obtenu le prix Richard-Arès, prend tout son sens. Après plus de quarante ans de conviction et de militantisme pour la souveraineté du Québec, l'ancien Premier ministre sentait « le besoin de faire le point, sans nostalgie particulière [...] pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui » avec ce grand projet de société

(p. 9) et lui redonner, par le fait même, un peu de l'éclat et de la crédibilité qu'il a déjà eue. Le dernier paragraphe du livre résume assez bien l'idée centrale et la raison générale de celui-ci :

La dernière phrase de mon introduction se lisait ainsi : "La conclusion ramène à ce qui m'est toujours apparu comme la raison profonde, essentielle de la souveraineté du Québec : être responsable de soi-même dans une démocratie où l'État est pleinement redevable à ses citoyens". Je termine là où j'ai commencé. [p. 249]

Articulé autour de cette idée maîtresse, c'est-à-dire d'être responsable de soi-même en tant que peuple, l'ouvrage se déploie en quatre parties rigoureusement structurées.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux deux référendums et à ce qui pourrait être la prochaine tentative de réalisation de la souveraineté du Québec (p. 25). L'objectif de l'auteur étant ici de capter les grandes problématiques rencontrées et d'en tirer les enseignements conséquents. À l'aide de cet exercice, monsieur Parizeau met ainsi en relief, au chapitre I, cinq leçons importantes à tirer du premier référendum : premièrement, il souligne la capacité des souverainistes à gouverner, chose qui, avant l'accession au pouvoir du Parti Québécois en novembre 1976, demeurerait hypothétique ; deuxièmement, il rappelle qu'avec « les instruments dont il dispose, le Québec peut se défendre aisément contre les tentatives de déstabilisation financière » dont les essais fédéralistes, à ce jour, ne se comptent plus ; troisièmement, l'auteur souligne la difficulté qu'éprouve le Québec face au refus du Canada de négocier l'association advenant un « oui » à un référendum, cela n'étant pas sans nous rappeler le fameux discours d'un certain Pierre Elliot Trudeau, qui, lors de la campagne référendaire de 1980, répondait à René Lévesque qu'il ne négocierait jamais avec le Québec advenant un vote majoritaire des Québécois en faveur de l'option du « oui », fin de la discussion et du processus démocratique ; quatrièmement, l'auteur explique que ceux qui se sentent Canadiens seront prêts à beaucoup pour défendre leur pays... ayant l'impression d'être en guerre « c'est ce qui [expliquerait] des épisodes comme "la nuit des longs couteaux" de 1981 » ; et enfin, cinquièmement, il rappelle l'importance, « dans cette atmosphère d'opposition perpétuelle entre Québec et Ottawa », afin de maintenir une cohésion, d'avoir un leader charismatique, « on l'a vu, nous dira l'auteur, avec René Lévesque. On le constatera [...] avec Lucien Bouchard » à qui monsieur le Premier ministre avait laissé l'avant-scène lors du second référendum, comme quoi pour cet homme sincère la cause passe toujours avant les intérêts personnels (p. 41-43).

Au chapitre II, l'architecte du référendum de 1995 met en perspective la stratégie suivie lors de cette consultation populaire, stratégie qui consistait à rassurer les Québécois « quant au caractère réaliste de la voie qui leur

était suggérée » (p. 64). Celle-ci avait notamment pour objectif de répondre aux insécurités qui, en 1980, avaient tant influencé le résultat. Par exemple, il explique qu'il n'existe pas « de Pays trop petit pour se développer, à la condition [à l'instar du Québec] d'être partie d'un grand marché commercial » (p. 47). L'issue du référendum, nous dit monsieur Parizeau, fut la même en 1995 qu'en 1980, « le "non" l'emporta ». Toutefois, il souligne « le caractère frauduleux » du second épisode, mis en lumière, entre autres, par le Directeur général des élections, la commission Gomery, l'étude de Robin Philpot, etc., et rappelle qu'en définitive « les Québécois se sont fait enlever une remarquable occasion d'avoir un pays » (p. 65). Enfin, le troisième chapitre, qui conclut cette première partie, est consacré à un éventuel référendum et à la pertinence, à l'heure de la mondialisation, de ce pays du Québec; « la mondialisation, écrit monsieur Parizeau, rend plus nécessaire que jamais le rôle traditionnel de l'État-nation » (p. 67). Car « plus la mondialisation s'intensifiera, plus la souveraineté des États sera nécessaire [pour] que le citoyen sache qu'il reste quelqu'un qui soit responsable de son bien-être et de sa protection [...] son État, bien sûr » (p. 84).

La deuxième partie, composée également de trois chapitres, cherche à répondre à trois questions. Chacune de ces questions fait l'objet en elle-même d'un chapitre en soi. Le chapitre IV cherche à répondre à une question existentielle pour le Québec: « où en est l'idée de la souveraineté? ». Au terme d'une rétrospective socio-statistique appuyée sur divers sondages, diverses questions de sondages, de diverses sources, l'auteur note que cette idée d'indépendance demeure encore et toujours importante, puisqu'un noyau dur de la société québécoise, une majorité même, croit que la souveraineté est réalisable. Là où le bât blesse, c'est que seule une minorité pense qu'elle se réalisera. Le chapitre V est consacré à la question constitutionnelle. Dans ce chapitre, l'auteur démontre de façon convaincante les faillites constitutionnelles et les incapacités de consolidation du système fédéral canadien avec le Québec. En effet, monsieur Parizeau rappelle différents épisodes infructueux pour ne pas dire scandaleux des relations fédératives Québec-Canada: l'échec de la conférence constitutionnelle de Victoria, le rapatriement unilatéral de la Constitution et l'isolement du Québec, l'échec de l'accord du lac Meech, l'échec de l'accord de Charlottetown, les commandites, etc., tous des événements plus tristes les uns que les autres, qui, pour la plupart des propositions visant à « intégrer » dans la constitution le Québec, ne se rendirent même pas à la phase de discussion formelle. L'auteur s'attarde ensuite, au chapitre VI, à l'importance « de la démarche internationale » dans la question de l'indépendance du Québec, car en relations internationales, nous disait le politologue Louis Balthazar, ne l'oublions pas, tout se joue dans le regard et la reconnaissance des autres, l'objectif étant ici « de faire reconnaître le Québec comme un pays indépendant » (p. 118). Or l'héritage que nous ont légué

les deux référendums permet à l'auteur, et pour cause, d'anticiper l'attitude canadienne concernant un éventuel troisième référendum, le principe étant le suivant: «le Canada va tout faire pour empêcher la souveraineté du Québec» (p. 117). Ainsi donc, monsieur Parizeau soutient «que le succès du projet québécois serait conditionné par un appui populaire au Québec et une audience conséquente ailleurs dans le monde» (p. 117).

La troisième partie, qui ne compte que deux chapitres, est consacrée à la viabilité d'un État souverain du Québec. Qui de mieux placé que Jacques Parizeau, économiste chevronné, pour traiter et démystifier cette question? Le chapitre VII est une démonstration «comptable» rigoureuse, appuyée sur diverses analyses, rapports, commissions... sur l'état financier d'un Québec souverain. Au terme de ce chemin parcouru, les masques de l'alarmisme tombent et les caricatures fiscalistes de la non-viabilité d'un Québec souverain s'estompent: «comme pays, écrira l'économiste Parizeau, le Québec n'a pas de raison particulière de s'inquiéter ou d'être inquiet» (p. 156). Il est ensuite question, au chapitre suivant, des diverses options de système politique qui s'offriraient à un État souverain québécois: monarchie constitutionnelle ou république; un régime à la britannique – monarchie parlementaire; un régime à l'états-unienne – président, congrès, sénat; un régime présidentiel à la française – forme de compromis entre les deux, etc. Loin d'être hypothétiques, ces questions politico-structurelles conservent toute leur pertinence dans la perspective d'un pays du Québec, ne serait-ce que, comme le souligne l'auteur en conclusion de l'ouvrage, parce que «les gens ont besoin de savoir où on veut les emmener et ce qu'on veut faire» (p. 248).

Enfin, la quatrième et dernière partie porte sur l'avenir et traduit les préoccupations du politicien et de l'économiste (p. 26-27). Le premier chapitre de cette partie (chapitre IX), «Les secrets de la croissance», donne le ton. L'axiome central ici, étant la formation et l'éducation. «Pendant longtemps, écrit-il d'entrée de jeu, on a accordé une importance démesurée aux ressources naturelles pour expliquer la croissance de l'économie du Québec: l'histoire commence avec le castor, se poursuit avec la forêt et les mines et se prolonge avec l'hydroélectricité. Il a fallu pas mal de temps pour accepter l'idée que la plus importante de toutes les ressources naturelles, c'est la matière grise de l'ensemble de la population» (p. 169). Or ce paramètre est étroitement lié à cette question des ressources sociétales (la matière grise), monsieur Parizeau explique comment les universités sont aujourd'hui devenues des leviers importants de la croissance économique et que, par conséquent, la recherche scientifique est un des principaux vecteurs conditionnant le développement, l'innovation, la croissance, la productivité, etc. (p.184-185). Cependant, le taux d'abandon scolaire des «petits Québécois» auquel fait référence l'auteur (trois jeunes Québécois sur cinq reçoivent un diplôme d'études secondaires dans les temps prévus) est

alarmant. Et en ce sens, «ce gâchis qui se prolonge par un taux élevé de décrochage au cégep va compromettre l'avenir du Québec si une correction majeure, radicale n'est pas apportée rapidement au système» (p. 184)... or la gouverne québécoise actuelle ne semble toutefois pas disposée à engager une réforme majeure allant en ce sens.

Au chapitre X, l'auteur, dans une économico-genèse nécessairement dynamique dont on peut isoler les moments forts au niveau synchronique, acteur majeur lui-même de plusieurs chantiers socio-économiques auxquels il fait référence, souligne l'importance d'avoir «un système financier proprement québécois qui soit essentiellement consacré à satisfaire les besoins financiers du Québec» (p.191), et rappelle qu'en ce sens l'État québécois doit appuyer «avec tous les moyens dont il dispose la constitution d'une classe de gens d'affaires francophones qui soit en mesure d'assumer et assume effectivement l'essentiel des décisions d'entreprises sur lesquelles la société québécoise appuie sa propriété» (p. 194). Le principe étant le suivant: l'économie du Québec doit être orientée et dépendre, en premier lieu, des Québécois, selon leurs intérêts, afin d'éviter certaines scènes dont nous avons trop souvent été témoins dans notre histoire. Les chapitres XI et XII sont consacrés à «L'État et le citoyen» où quatre axes essentiels sont passés en revue: 1) la formation, l'enseignement et le travail, 2) les taxations et la redistribution de la richesse, 3) la langue et 4) l'environnement (p. 208-209). Chacun de ces points aurait pu faire l'objet d'un livre à lui seul. Somme toute, la synthèse soumise par l'auteur est fidèle aux grandes transformations qui ont façonné le visage du Québec, allant droit aux points de repères socio-historiques essentiels, les éléments retenus sont ceux que notre histoire collective semble avoir gardés en mémoire. On retrouve dans ces derniers chapitres, concernant ces quatre axes, les avancées et les reculs de notre société, les aboutissements et les ratages, les bons coups et les échecs, les moments de progrès et ceux... moins progressistes. D'où sommes-nous partis, où nous en sommes aujourd'hui, et surtout, que peut-on apercevoir à l'horizon?

La souveraineté du Québec. Hier, aujourd'hui et demain est un admirable essai sur la société québécoise et sur le rêve, partagé par une grande partie de son peuple, de liberté et d'indépendance, signé par l'une des plus grandes figures de cette nation, Jacques Parizeau. Voilà toutefois une présentation foncièrement incomplète et injuste d'un ouvrage dont l'abondance, la rigueur et les réflexions sont remarquables. À mon humble avis, il s'agit de l'une des plus éclairantes synthèses de ces dernières années sur cette question de souveraineté. En conclusion, il me revient fréquemment à l'esprit cette phrase que monsieur Parizeau avait prononcée en soirée suite à l'annonce douloureuse de l'échec du référendum en 1995: «On se crache dans les mains puis on recommence». Ce livre testament témoigne de toute la sincérité de l'homme, démontre qu'il n'a jamais abandonné cet idéal, et

qui, à la veille de ses quatre-vingts ans, se crache encore une fois dans les mains, continue à militer pour la cause et réitère sa foi en ce pays du Québec.